



Conseil économique et social

Distr. limitée
7 septembre 2006
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Quarante-sixième session

14 août-8 septembre 2006

Point 8 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa quarante-sixième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Valery **Zhdanovich** (Bélarus)

Additif

Projet de cadre stratégique pour l'exercice biennal 2008-2009

[Point 3 b)]

Programme 19 Droits de l'homme

1. À sa 16^e séance, le 28 août 2006, le Comité du programme et de la coordination a examiné le programme 19 (Droits de l'homme) du projet de plan-programme biennal [A/61/6 (Prog.19)].
2. Le représentant du Secrétaire général a présenté le programme et répondu aux questions soulevées lors de son examen par le Comité.

Examen de la question

3. Le programme 19, Droits de l'homme, du projet de plan-programme biennal a été bien accueilli. On a également salué la mise en œuvre de la réforme des droits de l'homme préconisée dans le Document final du Sommet de 2005 et constaté que le plan d'action du Haut Commissaire avait été pris en compte dans le projet de plan-programme biennal pour l'exercice 2008-2009, ce qui permettrait au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de mener à bien son mandat. On s'est félicité des activités menées au titre du programme pour aider les États à assurer la réalisation des droits de l'homme. L'étroite coopération instaurée avec les



gouvernements dans le cadre de l'exécution du programme a été notée, mais les efforts ont été jugés très insuffisants et les importantes questions en suspens sont encore nombreuses.

4. On a estimé que certains aspects du plan-programme biennal de l'exercice 2008-2009 n'en expliquaient pas d'importants autres liés à des plans-programmes en cours et antérieurs, notamment des écarts apparents entre des objectifs actuels et précédemment établis. On a également estimé que l'élaboration du plan-programme biennal devrait obéir aux directives et que certains des aspects qui ne sont pas approuvés par des organes intergouvernementaux ne doivent pas en faire partie.

5. Des questions ont été soulevées au sujet de la répartition géographique des membres du personnel du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dont il est fait mention dans le rapport du Corps commun d'inspection, ainsi que de la suite donnée aux recommandations de l'étude de la gestion du Haut Commissariat, visée par le document A/61/115. On a également cherché à déterminer les effets de la gestion sur les politiques de recrutement et sur la composition du personnel.

6. On a jugé que la plupart des indicateurs de succès du programme 19, Droits de l'homme, s'appuyaient sur des mesures quantitatives alors qu'ils devraient aussi comporter des mesures qualitatives. On a également estimé que plusieurs d'entre eux avaient l'air de mesurer les activités des États Membres alors qu'il s'agissait surtout d'évaluer les activités du Haut Commissariat ainsi que l'assistance qu'il fournissait aux États Membres.

7. On a indiqué qu'en général, le sous-programme 1 couvrait les fonctions nécessaires du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, visant à assurer une meilleure intégration des droits de l'homme, notamment au niveau national. La partie A consacrée à l'intégration des droits de l'homme a été bien accueillie et le Comité a été engagé à privilégier les activités sur le terrain. En revanche, on a déploré que les mandats spéciaux, dont divers organes du système des Nations Unies sont dotés à cet égard, n'aient pas été pris en compte et que la question du soutien des activités de lutte contre le racisme et la discrimination raciale n'ait pas été suffisamment examinée dans la partie C, Recherche et analyse. On a indiqué que les États Membres devraient régulièrement rendre compte du déroulement des activités de formation visées au paragraphe 19.7 d). On a en outre estimé que certains éléments du sous-programme dépendaient de l'issue de consultations intergouvernementales, telles que celles sur la réforme des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme et qu'ils n'avaient donc pas lieu de figurer dans le plan au stade actuel.

8. La partie B du sous-programme 1, Droit au développement, doit être renforcée et considérée comme partie intégrante du programme relatif aux droits de l'homme. La présentation des textes explicatifs de cette partie s'est toutefois aussi heurtée à une certaine opposition. La stratégie multidimensionnelle, que l'on prévoit de mettre en œuvre au titre de la partie B, a été accueillie avec satisfaction.

9. On s'est interrogé précisément sur les types d'activités prévues au titre de la partie C, Recherche et développement, du sous-programme 1. On a jugé que les activités du sous-programme aideraient l'ONU à gagner en efficacité dans le domaine de la promotion des droits de l'homme. L'intégration des questions sexospécifiques dans le sous-programme a été bien accueillie même si l'on a estimé

que d'autres aspects intersectoriels, tels que les questions régionales, devraient également être pris en compte.

10. On a estimé essentiel d'appuyer le Conseil des droits de l'homme, notamment compte tenu du fait qu'il aura à réexaminer et, au besoin, à améliorer et à rationaliser tous les mandats, mécanismes, fonctions et attributions de l'ancienne Commission des droits de l'homme, conformément aux dispositions de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale. On s'est également félicité du sous-programme et de son renforcement. On s'est enquis de la manière dont les objectifs du sous-programme seraient atteints.

11. On a indiqué que l'alinéa e) de la rubrique Réalisations escomptées du sous-programme 2 semblait prêter à confusion.

12. Les initiatives conjointes menées au titre du sous-programme 3 par l'Organisation des Nations Unies et ses États Membres pour mieux pouvoir appliquer les normes internationales en matière de droits de l'homme ont été saluées. Les travaux d'enquête doivent être équilibrés. Certains indicateurs de résultat ont également été jugés difficiles à quantifier. D'ailleurs, certains éléments des sous-programmes 3 et 4 n'avaient pas été approuvés à l'échelon intergouvernemental.

13. On s'est félicité de la contribution du sous-programme 4 au fonctionnement du mécanisme thématique qui était tout aussi important aux travaux du mécanisme d'examen périodique universel que la qualité et l'utilisation de documents établis au titre des procédures spéciales. On s'est demandé comment mieux assurer le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme dont il est question dans la rubrique Réalisations escomptées a) du sous-programme 4, dans la mesure où leur inobservation risquait d'entraver le développement. Les initiatives menées en matière de procédures d'établissement des faits ont été bien accueillies.

14. Le Comité a souligné que le plan d'action du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme visé au chapitre 23 devait être conforme aux prescriptions des organes intergouvernementaux compétents. Le Comité a recommandé que ledit plan soit examiné par les organes délibérants compétents pour qu'ils puissent l'aligner sur les directives établies avant qu'il ne soit mis en œuvre.

15. Le Comité a souligné que le rapport du Secrétaire général visé au paragraphe 74 du document A/60/537 ne correspondait pas aux directives régissant le rôle du Haut Commissariat dans les activités de prévention des conflits.

16. Le Comité a procédé à un échange de vues sans pour autant avoir le temps d'examiner les modifications suivantes, qu'il est proposé d'apporter aux prévisions révisées concernant le Document final du Sommet de 2005 (textes explicatifs du programme, chapitre 23, Droits de l'homme, pour l'exercice biennal 2006-2007) et qui figurent dans le document A/60/537.

Paragraphe 62

À la fin de la deuxième phrase, insérer la phrase suivante : « et devant être traité de manière juste et équitable, sur un pied d'égalité et avec la même importance ».

Dans la troisième phrase, insérer après les termes « défendre activement » les termes « et promouvoir ».

À la fin de la troisième phrase, insérer la phrase ci-après : « étant entendu qu'ils sont indissociables et complémentaires ».

Paragraphe 63

Insérer un nouvel alinéa f) qui se lirait comme suit : « Aux paragraphes 127, 128, 129, 130, l'Assemblée a réaffirmé sa volonté de faire progresser les droits de l'homme des populations autochtones, reconnu la nécessité d'accorder une attention particulière aux droits des femmes et des enfants et la nécessité de garantir aux personnes handicapées la pleine jouissance de leurs droits sans discrimination aucune et noté que la promotion et la protection des droits des membres des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques contribuent à la stabilité politique et sociale et à la paix et qu'elles enrichissent la diversité et le patrimoine culturel de la société ».

Paragraphe 69

Dans la première phrase, remplacer la phrase « ainsi que pour être un partenaire à part entière, au sein du système des Nations Unies, pour les États Membres, les institutions nationales, la société civile et d'autres interlocuteurs » par la phrase « par les organismes compétents du système des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme et leur formuler des recommandations en vue de mieux assurer la promotion et la protection de tous les droits de l'homme ».

Paragraphe 70

Supprimer le paragraphe et renuméroter les paragraphes suivants en conséquence.

Ancien paragraphe 71

Remplacer le paragraphe avec ce qui suit :

« 70. Les organisations de la société civile sont d'importants partenaires des Nations Unies, notamment dans le domaine des droits de l'homme et jouent un rôle prépondérant dans la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau national. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme raffermira ses liens avec la société civile et coopérera avec elle pour contribuer à l'évolution des droits de l'homme à long terme ».

Anciens paragraphes 72, 73 et 74

Supprimer les paragraphes et renuméroter les paragraphes suivants en conséquence.

Sous-programme 1

Intégration des droits de l'homme, droit au développement, recherche et analyse

Ancien paragraphe 77

Remplacer la dernière phrase par la suivante : « Ce qui implique que le Haut Commissariat dispose de capacités accrues pour développer les connaissances spécialisées et les mettre à la disposition de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme, pour faire des travaux de recherche et d'analyse ».

Ancien paragraphe 79

Dans la première phrase, après les termes « pour favoriser », remplacer les termes « l'adoption de démarches fondant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et la réduction de la pauvreté sur la notion de droits, et pour promouvoir le droit au développement » par les suivants « la promotion du droit au développement et l'intégration ou la prise en compte de la promotion et de la protection du droit au développement dans la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire, et dans les plans, programmes et stratégies de développement nationaux, y compris les stratégies de lutte contre la pauvreté ».

Dans la troisième phase, après les termes « droits fondamentaux des femmes », insérer les termes « qui travaillera en étroite coopération avec la Division de la promotion de la femme pour éviter tout chevauchement d'activités ».

Anciens paragraphes 80 à 83

Supprimer les paragraphes et renuméroter les paragraphes suivants en conséquence.

Produits

Ancien paragraphe 84

Au paragraphe 23.40, supprimer les alinéas b) et b) i) à b) iii).

Au paragraphe 23.42, remplacer les alinéas b) i) et b) ii) par ce qui suit :

« b) i) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : production de supports pédagogiques sur la promotion du droit au développement, l'intégration et la prise en compte du droit au développement dans les activités, plans, programmes et stratégies de développement national, y compris les stratégies de lutte contre la pauvreté, la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris ceux contenus dans la Déclaration du Millénaire, ainsi que sur les droits de l'homme et le droit au développement; recueils des pratiques optimales; outils de sensibilisation et pochettes (par exemple,

brochures et affiches); brochures consacrées aux questions qui reviennent souvent;

ii) Promotion d'instruments juridiques : conseils spécialisés aux États Membres, aux entités des Nations Unies et autres organismes sur la promotion du droit au développement, l'intégration et/ou la prise en compte du droit au développement dans les activités, plans, programmes et stratégies de développement national, y compris les stratégies de lutte contre la pauvreté, la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire, ainsi que sur les droits de l'homme et le droit au développement. »

Supprimer les alinéas b) et c) i) du paragraphe 23.44 et renuméroter en conséquence.

À l'ancien alinéa c) iii) du paragraphe 23.44, après les termes « droits [...] culturels et sur la », insérer les termes « promotion et la ».

Remplacer l'ancien alinéa d) i) du paragraphe 23.44 par le suivant :

« À la fin de l'alinéa, *ajout* de : pratiques exemplaires en matière de promotion et de protection des droits des femmes, et de lutte contre toutes les formes de violences à l'égard des femmes, renforcement de la protection des victimes de la traite et sensibilisation au problème. »

Sous-programme 2

Appui aux organes et organismes de défense des droits de l'homme

Produits

Anciens paragraphes 88 et 89

Supprimer les paragraphes et renuméroter les paragraphes suivants en conséquence.

Sous-programme 3

Services consultatifs, coopération technique et activités hors siège

Ancien paragraphe 91

Dans la première phase, supprimer le terme « principalement », remplacer les termes « l'action menée au niveau national » par les termes « une politique nationale cohérente » et à la fin de la phrase, ajouter les termes « au niveau national ».

Dans la deuxième phrase, remplacer les termes « la surveillance, le suivi » par les termes « l'appui, sur demande, des processus de suivi au niveau national ».

Ancien paragraphe 92

Remplacer les termes « et plus clairement étayé par des stratégies à long terme bien définies adoptées en accord avec les gouvernements » par les termes « pour soutenir, sur leur demande, les stratégies des gouvernements » et après le terme « élaborées », ajouter les termes « le cas échéant et conformément aux législations nationales ».

Anciens paragraphes 93 à 96

Supprimer les paragraphes et renuméroter les paragraphes suivants en conséquence.

Sous-programme 4**Appui aux procédures thématiques d'établissement de faits relatifs aux droits de l'homme*****Ancien paragraphe 100***

Remplacer l'alinéa c) du paragraphe 23.68 par le suivant :

« c) Fourniture aux réunions intergouvernementales des services et du soutien technique nécessaires à la révision et à la rationalisation des mandats, fonctions et attributions du système des procédures spéciales ».

Appui au programme***Paragraphe 102***

Remplacer la troisième phrase par la suivante :

« De la même façon, le renforcement de sa capacité de mieux assurer la jouissance effective par tous de la plénitude de leurs droits fondamentaux et d'intervenir rapidement en cas de violations flagrantes, massives et systématiques des droits de l'homme nécessitera l'appui de structures administratives et logistiques appropriées ».

Remplacer la quatrième phrase par la suivante :

« Pour faire face aux besoins de recrutement actuels et futurs et s'assurer de trouver du personnel possédant les qualifications requises tout en respectant les principes de la représentation géographique et de la parité des sexes, le Haut Commissariat devra établir et gérer des fichiers de candidats qui correspondent à ses différents profils d'emplois ».

17. Le Comité n'a pas eu suffisamment de temps non plus pour examiner les modifications suivantes proposées au descriptif de programme du programme 19, Droits de l'homme, du projet de plan-programme biennal pour l'exercice 2008-2009.

Orientation générale***Paragraphe 19.1***

Remplacer la première phrase par la suivante :

« L'objectif primordial du programme de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme est de promouvoir l'exercice effectif de tous les droits de l'homme pour tous ».

Supprimer la troisième phrase.

Supprimer les termes « résolution 48/121, la résolution ».

À la fin du paragraphe, remplacer les termes « et 60/1 portant respectivement sur la Déclaration du Millénaire et sur le Document final du Sommet mondial de 2005 » par les termes « , 56/95, 57/300 et 60/1 portant respectivement sur la suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire, Renforcer l'ONU : un programme pour aller plus loin dans le changement et sur le Document final du Sommet du Millénaire de 2005 ».

Ajouter à la fin du paragraphe une nouvelle phrase qui se lirait comme suit :

« Le programme est basé sur les principes et recommandations de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. »

Paragraphe 19.2

Après le terme « achèvera », insérer le terme « selon le cas ».

Paragraphe 19.3

Remplacer le paragraphe par le suivant :

« Le Haut Commissariat continuera à œuvrer pour la réalisation universelle des droits de l'homme de tous en veillant à l'application de dispositions de la Charte relatives aux droits de l'homme et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptés par l'Organisation des Nations Unies. Cette stratégie sera sous-tendue par les décisions des organes délibérants et la priorité accordée au renforcement de la coopération internationale, régionale et nationale, vu que cette stratégie s'inspirera des valeurs de la Déclaration du Millénaire et du Document final du Sommet mondial de 2005, qui préconisent de promouvoir la démocratie et de renforcer l'état de droit, ainsi que le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus sur le plan international, y compris le droit au développement. On continuera de s'attacher à souligner l'importance des droits de l'homme dans les préoccupations internationales et nationales, à adhérer aux principes de l'égalité et de la non-discrimination, à lutter contre la discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue ou la religion, à promouvoir les droits des enfants et des femmes, à mieux faire connaître les droits de l'homme à tous les niveaux de l'enseignement, en répondant au besoin de protection des personnes vulnérables et en réglant les situations de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme signalées par le Conseil des droits de l'homme et d'autres organes compétents des Nations Unies. »

Paragraphe 19.4

Remplacer la première phrase par la suivante : « Une aide accrue sera apportée aux États Membres qui en feront la demande au titre de la garantie du respect des droits de l'homme, notamment afin de faciliter la mise en place de programmes de renforcement des capacités nationales, de coopération technique, de programmes d'éducation dans le domaine des droits de l'homme et d'autres activités. »

Dans la quatrième phrase, après les termes « procédures spéciales », supprimer les termes « aux autres organes des Nations Unies concernés ».

Remplacer l'avant-dernière phrase par la suivante « On s'emploiera tout particulièrement à réexaminer et au besoin à améliorer et à rationaliser les mécanismes de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans ses résolutions 48/141 et 60/251. »

Remplacer la dernière phrase par la suivante « Le programme s'attachera à accomplir l'obligation essentielle d'assurer l'exercice effectif des droits de l'homme dans le monde entier. »

Paragraphe 19.5

Insérer avant les termes « choisir des indicateurs » les termes « faire intervenir et ».

Supprimer les termes « et ses partenaires » à la fin du paragraphe.

Sous-programme 1A

Intégration des droits de l'homme

Objectif de l'Organisation

Remplacer l'objectif par le suivant : « Assurer la promotion et la protection des droits de l'homme et une plus grande intégration des droits de l'homme et de leur dimension sexospécifique dans les activités de l'Organisation consacrées au développement, aux questions humanitaires et à l'état de droit ».

Réalisations escomptées (Secrétariat)

Remplacer l'alinéa a) de la rubrique Réalisations escomptées par le suivant :

« a) Meilleure prise en compte de la promotion et de la protection de tous les droits de l'homme et de leur dimension sexospécifique dans les activités de l'Organisation consacrées au développement, aux questions humanitaires et à l'état de droit relevant de tous les programmes relatifs aux droits de l'homme ainsi que des programmes pertinents des départements de l'ONU et des bureaux et organismes des Nations Unies ».

Reformuler l'alinéa b) de la rubrique Réalisations escomptées pour qu'il se lise comme suit : « Renforcement des capacités du programme de l'ONU

dans le domaine des droits de l'homme afin d'aider les États Membres qui en font la demande à se doter de meilleurs moyens d'action en matière de droits de l'homme ».

Indicateurs de succès

Remplacer l'indicateur de succès a) par le suivant :

« a) Accroissement du nombre de directives générales adoptées par les organismes du système des Nations Unies et les mécanismes interinstitutions en matière de droits de l'homme ».

Remplacer l'indicateur de succès b) par le suivant :

« b) Augmentation du nombre de projets et d'activités réalisés par des organismes du système des Nations Unies et des équipes de pays des Nations Unies qui comportent, selon le cas, des volets consacrés aux droits de l'homme, dans le cadre de leurs activités de développement ».

Stratégie

Paragraphe 19.7

Remplacer le paragraphe par le suivant :

« 19.7 Cette partie du sous-programme jouera un rôle décisif dans la poursuite de la prise en compte de tous les droits de l'homme dans les activités du système des Nations Unies consacrées au développement, aux questions humanitaires et à l'état de droit, en ayant à l'esprit les normes régissant les droits de l'homme et les décisions des organes directeurs. La stratégie visera à :

a) Placer l'homme au centre des programmes et activités consacrés au développement, et aux questions humanitaires, contribuant ainsi notamment à la promotion et à la protection des droits de l'homme à tous les niveaux;

b) Élaborer des méthodes de travail permettant de favoriser la prise en compte des droits de l'homme dans l'ensemble des politiques, programmes et activités de développement des Nations Unies, notamment en fondant le développement sur la notion de droits;

c) Aider à doter le système des Nations Unies, en particulier les équipes de pays des Nations Unies, des moyens leur permettant, grâce à la formation, aux conseils et à des outils méthodologiques, d'aider les États Membres qui en feraient la demande à mieux pouvoir assurer la jouissance des droits de l'homme chez eux. »

Sous-programme 1B
Droit au développement

Objectif de l'Organisation

Remplacer le libellé de l'objectif de l'Organisation par le texte suivant :
« Promouvoir et protéger l'exercice effectif du droit au développement et

obtenir un soutien accru des organismes compétents des Nations Unies envers cet objectif et les résolutions les plus récentes sur cette question, notamment la résolution 2005/4 de la Commission des droits de l'homme (deuxième alinéa du préambule, en particulier) ».

Réalisations escomptées (Secrétariat)

À l'alinéa a), supprimer les mots « dans les partenariats mondiaux pour le développement » et ajouter les mots suivants à la fin de la phrase : « en vue de permettre l'exercice effectif de ce droit, en particulier dans tous les programmes relatifs aux droits de l'homme et programmes de travail pertinents des départements, bureaux et institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi que des grandes organisations et instances internationales s'occupant de cette question ».

À l'alinéa b), après les mots « et meilleure compréhension », insérer les mots « de ce qui constitue la jouissance effective ».

Indicateurs de succès

Remplacer le libellé de l'alinéa a) par le texte suivant :

- « a) i) Mesure dans laquelle le droit au développement aura été inclus dans les programmes de travail des départements, bureaux et institutions spécialisées des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales compétentes, attestée par une liste d'exemples de mesures concrètes prises dans ce domaine
- ii) Mesure dans laquelle les mandats relatifs au droit au développement confiés au Secrétariat, notamment la tenue de séminaires et d'ateliers, auront été menés à bien ».

Remplacer le libellé de l'alinéa b) par le texte suivant :

- « b) i) Augmentation du nombre d'activités menées et des documents analytiques et d'information produits qui intéressent le droit au développement et visent à promouvoir la jouissance effective de ce droit, dont le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a pris l'initiative et fait connaître l'existence dans le système des Nations Unies et en dehors;
- ii) Mesure dans laquelle les activités du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont contribué à mieux faire connaître et comprendre ce qui constitue la jouissance effective du droit au développement afin de la promouvoir, conformément aux termes de la Déclaration sur le droit au développement ».

Stratégie

Paragraphe 19.8

Remplacer le texte de ce paragraphe par ce qui suit :

« 19.8 Cette partie du sous-programme aura pour objet la mise en œuvre d'une stratégie multidimensionnelle visant à rendre effectif le droit au développement, en coopération et en collaboration avec les organismes

des Nations Unies, conformément à la Déclaration sur le droit au développement et aux mandats établis ultérieurement, ainsi qu'à la Déclaration et au Programme d'action de Vienne, afin de faciliter la prise de mesures par les organes compétents du système des Nations Unies, y compris les organes de suivi des traités, et par d'autres institutions et organisations internationales et organisations non gouvernementales compétentes. La stratégie consistera à : ».

Insérer un nouvel alinéa a) se lisant comme suit :

« a) Faire de l'exercice effectif du droit au développement une partie intégrante des droits fondamentaux, veiller à ce que ce droit soit respecté dans le cadre de tous les programmes relatifs aux droits de l'homme ainsi que par les institutions spécialisées et les organes de suivi des traités en le considérant comme un objet de préoccupation légitime et comme une priorité pour la communauté internationale ».

Ancien alinéa a)

Au début de la phrase, remplacer « Fournir un » par « Renforcer l' ». Devient l'alinéa b).

Ancien alinéa b)

Modifier le texte comme suit : « Veiller à ce que l'exercice effectif du droit au développement soit assuré dans le cadre de l'ensemble des programmes relatifs aux droits de l'homme ainsi que par les institutions spécialisées des Nations Unies et les organes de suivi des traités ». Devient l'alinéa c).

Ancien alinéa c)

Insérer « notamment » avant « dans le cadre des partenariats mondiaux pour le développement ».

Insérer « entre autres » avant « à travers ». Devient l'alinéa d).

Ancien alinéa d)

Modifier le texte comme suit :

« Promouvoir l'intégration de la promotion et de la défense du droit au développement dans le cadre de l'assistance technique fournie aux pays qui en font la demande, ainsi que dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté, à savoir, entre autres, les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, lorsqu'il en existe, les stratégies nationales axées sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, grâce à une coopération avec les États Membres et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ».

Devient l'alinéa e).

Insérer un nouvel alinéa f) libellé comme suit : « Promouvoir l'exercice effectif du droit au développement au niveau national grâce à une coordination avec les pays ».

Ancien alinéa e)

Supprimer les mots « en faisant participer davantage les pays » après « notamment ». Devient l'alinéa g).

Insérer un nouvel alinéa f) se lisant comme suit : « Promouvoir la coopération régionale et internationale, définir des critères spécifiques pour l'évaluation des partenariats mondiaux pour le développement sous l'angle du droit au développement et établir à cette fin un mécanisme d'évaluation et de contrôle efficace ».

Sous-programme 1C

Recherche et analyse

Objectif de l'Organisation

Modifier comme suit le libellé de l'objectif : « faire mieux respecter tous les droits de l'homme en favorisant une connaissance, une prise de conscience et une compréhension accrues des questions relatives aux droits de l'homme au moyen de la recherche et de l'analyse. »

Réalisations escomptées (Secrétariat)

Modifier comme suit le libellé de l'alinéa a) :

« a) Renforcer l'efficacité des efforts menés par l'ONU pour faire mieux respecter le droit de tout un chacun d'exercer l'ensemble des droits de la personne humaine et des libertés fondamentales, notamment les femmes, les enfants, les membres de minorités, les peuples autochtones, les handicapés, les personnes vivant avec le VIH/sida, les migrants, les victimes de la traite d'êtres humains et ceux que l'on a fait disparaître contre leur gré ».

À la fin de l'alinéa b), supprimer « réduction de » et « et de la lutte contre le VIH/sida ».

À l'alinéa c), remplacer « aux niveaux régional et national » par « au niveau régional ».

Supprimer les alinéas d), e) et f).

Indicateurs de succès

À la fin de l'alinéa b), remplacer les mots « et élaborer des stratégies pour la réduction de la pauvreté soucieuses des droits de l'homme » par « un soutien efficace à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ».

Supprimer les alinéas d), e) et f).

Stratégie

Paragraphe 19.9

À la fin de la première phrase, supprimer les mots « afin d'appuyer la coopération effective avec les pays et les partenariats mondiaux et nationaux et de montrer la voie à suivre pour surmonter les difficultés qui se manifestent actuellement dans le domaine des droits de l'homme ». Supprimer la deuxième phrase.

Alinéa a)

Modifier le texte comme suit :

« a) Plaider pour l'indivisibilité, l'interdépendance et la corrélation de tous les droits de l'homme en facilitant l'exécution des tâches prescrites à cet égard et en améliorant les compétences techniques et méthodologiques des fonctionnaires concernés; contribuer à l'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et des nouvelles formes de discrimination; promouvoir l'état de droit et la démocratie; éliminer la pauvreté; faire mieux respecter le principe de l'exercice de l'ensemble des droits de l'homme et libertés fondamentales par tout un chacun, notamment en luttant contre les désavantages et la discrimination dont pâtissent certains groupes tels que les femmes, les enfants, les personnes appartenant à des minorités, les peuples autochtones, les handicapés, les personnes vivant avec le VIH/sida, les migrants, les victimes de la traite d'êtres humains et ceux que l'on fait disparaître contre leur gré ».

Alinéa b)

Supprimer les mots « aux activités normatives et » avant « et à la clarification ».

Supprimer les mots « de la protection » après « du renforcement des capacités ».

Après « du plaidoyer », remplacer « de l'élaboration de méthodes et de pratiques exemplaires » par « de l'appui à l'élaboration de méthodes et de pratiques exemplaires ».

Alinéa c)

Après « en particulier » insérer le membre de phrase suivant : « en suscitant un appui plus large à l'exécution des activités menées par les mécanismes créés en vue de lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et en faveur de l'application des mesures proposées par les organes intergouvernementaux s'occupant de ces questions en vertu de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et ».

Sous-programme 2

Appui aux organes et organismes de défense des droits de l'homme

Objectif de l'Organisation

Remplacer le libellé de l'objectif de l'Organisation par :

« Apporter un soutien aux organismes et organes des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme, notamment le Conseil des droits de l'homme, et faciliter leurs délibérations en assurant leur bon fonctionnement et en améliorant leur efficacité, en vue de favoriser l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme et l'exercice par chacun de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales au niveau national ».

ou

À la fin, insérer la phrase « de se montrer sélectif et d'avoir deux poids, deux mesures ».

Réalisations escomptées (Secrétariat)

À l'alinéa a), remplacer « et technique voulue » par « l'appui technique approprié nécessaires ». À la fin, supprimer les mots « pour élaborer et mettre en œuvre la méthode qui leur permettra de remplir leurs fonctions ».

Modifier comme suit le libellé de l'alinéa b) : « b) Fournir en temps utile l'appui fonctionnel voulu et adéquat aux États parties concernant leur participation à des procédures simplifiées et mieux harmonisées devant les organes conventionnels ».

À l'alinéa d), supprimer le mot « fonctionnel » après le mot « appui » et supprimer les mots « des visites effectuées dans les pays et de l'examen des plaintes individuelles ».

Supprimer l'alinéa e).

Indicateurs de succès

Modifier le texte du sous-alinéa i) de l'alinéa a) comme suit :

« a) i) Meilleure disponibilité des documents, qui seront soumis dans les délais impartis, et apport rapide d'un appui fonctionnel et technique aux organes intergouvernementaux et à leurs mécanismes subsidiaires, en application des dispositions réglementaires régissant la publication des documents, notamment grâce à l'utilisation des nouveaux outils et moyens informatiques ».

Insérer un nouveau sous-alinéa iii) de l'alinéa a) libellé comme suit :

« a) iii) Qualité des services fournis, dans les délais prévus, par le Haut Commissariat ».

Insérer un nouveau sous-alinéa iv) de l'alinéa a) libellé comme suit :

- « a) iv) Réduction du nombre de documents et mesure dans laquelle les rapports établis par le Secrétariat en réponse aux résolutions et décisions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme ont été soumis en temps opportun, conformément à la règle des six semaines régissant la publication des documents, pour examen par les organes compétents en matière de droits de l'homme ».

Modifier le texte de l'alinéa b) afin qu'il se lise comme suit : « b) Appui renforcé aux États parties présentant des rapports ».

Modifier le texte de l'alinéa c) afin qu'il se lise comme suit : « c) Mise au point de nouvelles méthodes permettant de diffuser un nombre accru de communications et d'informations sur les recommandations et les décisions des organes conventionnels ».

Supprimer les sous-alinéas i), ii) et iii) de l'alinéa d).

Insérer un nouvel alinéa d) se lisant comme suit : « d) Satisfaction accrue des États membres d'organes de suivi des traités quant à l'assistance et à l'appui fournis par le Secrétariat à l'élaboration des observations finales et des recommandations de ces organes ».

Stratégie

Paragraphe 19.10

Alinéa a)

Remplacer le texte de l'alinéa par ce qui suit : « a) Fournir un appui fonctionnel et technique aux organismes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme et les doter des moyens d'analyse nécessaires pour examiner les rapports des États parties et traiter les recours présentés en vertu d'instruments internationaux ».

Alinéa b)

Remplacer le membre de phrase « en aidant de manière coordonnée à améliorer, à rationaliser et à simplifier les procédures existantes » par le membre de phrase suivante : « en examinant et, si nécessaire, en améliorant et en rationalisant les mécanismes relatifs aux droits de l'homme existants ».

À la fin de l'alinéa, insérer les mots suivants : « suivant les mandats qui leur ont été confiés et les activités qu'ils mènent ».

Alinéa c)

Remplacer le texte de l'alinéa par ce qui suit : « c) Faciliter les délibérations des organes qui s'occupent des droits de l'homme et les aider à prendre des décisions ».

À la fin, ajouter ce qui suit : « et respecter les principes d'objectivité et de neutralité ».

Alinéa d)

Remplacer le texte de l'alinéa par ce qui suit : « d) En étroite coopération avec l'Office des Nations Unies à Genève, renforcer le groupe chargé du traitement des documents au Haut Commissariat aux droits de l'homme, afin de rationaliser et de simplifier le traitement de la documentation du Haut Commissariat ».

Alinéa e)

Supprimer les mots « et mieux coordonner » après « intensifier ».

Supprimer le membre de phrase « afin de contribuer à combler les lacunes dans la mise en œuvre des normes internationales relatives aux droits de l'homme et d'aider les États parties à honorer leurs engagements conventionnels ».

Alinéa f)

Remplacer le texte de l'alinéa par ce qui suit : « f) Promouvoir la ratification des conventions relatives aux droits de l'homme ».

Sous-programme 3

Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège

Objectif de l'Organisation

À la fin du libellé de l'objectif, insérer le membre de phrase suivant : « tout en s'attachant à les aider à faire du droit au développement une réalité et à promouvoir la défense des droits des femmes, des enfants, des minorités et des handicapés ».

ou

Remplacer le libellé de l'objectif par le texte suivant : « Aider les pays qui en font la demande à renforcer leurs plans nationaux de promotion et de défense des droits de l'homme ».

Réalisations escomptées (Secrétariat)

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée a) par le texte suivant : « a) Capacité renforcée de l'ONU d'aider les pays qui en font la demande à mettre en œuvre leurs interventions et plans d'actions nationaux dans le domaine des droits de l'homme ».

Remplacer l'énoncé b) par le texte suivant : « b) Exécution des mandats confiés au Haut Commissariat par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme dans leurs résolutions et décisions en matière d'appui aux instances chargées du suivi de la situation des droits de l'homme, telles que les rapporteurs et représentants spéciaux, et les groupes d'experts et de travail nommés par les organes directeurs ».

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée c) par le texte suivant :
« c) Appui accru du Haut Commissariat aux droits de l'homme à l'éducation et à la sensibilisation en matière de droits de l'homme, notamment au niveau national ».

Supprimer les alinéas d) et e).

ou

À la fin de l'alinéa e), insérer le membre de phrase suivant :
« conformément au mandat qui lui a été confié dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et/ou du Conseil des droits de l'homme et avec l'accord du gouvernement ».

Indicateurs de succès

Remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès a) par le texte suivant :
« Capacité accrue des équipes de pays des Nations Unies d'appuyer les interventions et plans d'action nationaux dans le domaine des droits de l'homme, lorsque les États Membres en font la demande ».

Remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès b) par le texte suivant :
« Nombre de séminaires, d'ateliers et de cours de formation organisés par le Haut Commissariat ou bénéficiant de son appui, nombre de personnes ayant reçu une formation, de participants aux séminaires et ateliers et de bourses accordées, ainsi que données concernant leur répartition géographique et mesure dans laquelle ces activités ont contribué à la réalisation des objectifs du sous-programme ».

À la fin de l'alinéa c), insérer le membre de phrase suivant : « dont le but est de faire mieux connaître l'action menée par l'ONU pour lutter contre les désavantages et la discrimination dont pâtissent certains groupes tels que les femmes, les enfants, les personnes appartenant à des minorités, les peuples autochtones, les handicapés, les migrants et les victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ».

Toujours à l'alinéa c), supprimer le mot « officiels ».

Supprimer les alinéas d) et e).

Stratégie

Paragraphe 19.11

Remplacer l'alinéa a) par le texte suivant : « a) Assurer l'efficacité des missions et du personnel sur le terrain en maintenant le contact avec les gouvernements, les secteurs compétents du système des Nations Unies, les organisations internationales et régionales et autres organisations, en appuyant et en développant les activités menées sur le terrain au moyen de l'élaboration de programmes et de matériel de formation à l'intention du personnel local chargé de la protection des droits de l'homme, mais aussi en assurant une formation appropriée aux composantes compétentes d'autres opérations des Nations Unies sur le terrain ».

Insérer le membre de phrase ci-après à la fin de l'alinéa b) :
« conformément au mandat qui lui a été confié dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et/ou du Conseil des droits de l'homme ».

ou

Supprimer l'alinéa b).

Remplacer l'alinéa c) par le texte suivant : « c) Dispenser des conseils et apporter un appui à des projets spécifiques visant à promouvoir le respect des droits de l'homme, ainsi que l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme grâce à des programmes de coopération technique ayant pour but la mise en place au plan national d'institutions efficaces de défense des droits de l'homme, de programmes d'éducation dans le domaine des droits de l'homme et de plans d'action intégrés, une telle assistance étant fournie à la demande des États Membres et dans le cadre de projets de coopération technique ou par les bureaux extérieurs, selon le cas ».

Remplacer l'alinéa d) par le texte suivant : « d) Renforcer la coopération de l'ONU aux niveaux régional et sous-régional en matière de protection et de promotion des droits de l'homme et renforcer la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales, en tenant compte de leurs mandats respectifs ».

Supprimer l'alinéa e).

ou

Remplacer l'alinéa e) par le texte suivant : « e) Sensibilisation accrue aux droits de l'homme et promouvoir l'acquisition de connaissances spécialisées dans ce domaine grâce à l'organisation de cours de formation, de séminaires et d'ateliers et à la production d'une large gamme d'outils pédagogiques, de formation et d'information ».

Sous-programme 4

Appui aux procédures thématiques d'établissement de faits relatifs aux droits de l'homme

Objectif de l'Organisation

À la fin du libellé de l'objectif de l'Organisation, insérer le membre de phrase suivant : « tout en s'assurant qu'ils se montrent objectifs, impartiaux et non sélectifs dans le cadre de leurs activités ».

ou

Ajouter une seconde phrase à l'énoncé de l'objectif : « Assurer le bon fonctionnement des mécanismes de suivi de la situation des droits de l'homme en apportant une aide aux rapporteurs et représentants spéciaux, aux experts et aux groupes de travail nommés par les organes directeurs ».

Réalisations escomptées (Secrétariat)

Remplacer l'alinéa a) par le texte suivant : « a) Améliorer la contribution des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, dans leurs domaines de compétence respectifs, à l'analyse des disparités observées dans l'exercice effectif de tous les droits de l'homme ».

Supprimer les alinéas c) et d).

Indicateurs de succès

Remplacer l'énoncé de l'indicateur a) par le texte suivant : « a) Augmentation du nombre de rapports établis par les détenteurs de mandat thématique et des recommandations qu'ils formulent dans les documents et dans les projets axés sur l'analyse ou touchant les programmes ».

Supprimer les alinéas c) et d).

Stratégie

Paragraphe 19.12

Alinéa a)

Remplacer l'alinéa, y compris ses sous-alinéas par le texte suivant :

« a) Accroître l'assistance fournie aux titulaires de mandat pour les aider à effectuer des études, établir des rapports et formuler des recommandations dans le cadre de leur mandat;

b) Fournir des renseignements sûrs et dignes de foi provenant de sources sérieuses et fiables sur des questions thématiques précises ».

Alinéa b)

Remplacer le libellé de l'alinéa b) par le texte suivant : « b) Mettre à la disposition des missions d'enquête un personnel doté de compétences topiques, objectif et impartial et lui apporter l'appui voulu ». Devient l'alinéa c).

Ancien alinéa c)

Remplacer le libellé de l'alinéa par le texte suivant : « Faire connaître les conclusions et les méthodes des titulaires de mandat thématique relevant des procédures spéciales ». Devient l'alinéa d).

Ancien alinéa e)

Supprimer les mots « aux mécanismes d'alerte rapide ainsi qu' ». Devient l'alinéa f).

Conclusions et recommandations

18. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale renvoie le programme 19 (Droits de l'homme) du projet de cadre stratégique pour l'exercice biennal 2008-2009, ainsi que les prévisions révisées relatives au Document final du Sommet mondial de 2005 [les textes explicatifs correspondants du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007 figurent au chapitre 23 (Droits de l'homme¹)] à la Troisième Commission, pour examen et suite à donner, au titre du point intitulé « Planification des programmes ».

¹ A/60/537 et A/61/131.